

**UNITED NATIONS**  
United Nations Mission for the  
Referendum in  
Western Sahara



**NATIONS UNIES**  
Mission des Nations Unies pour  
l'Organisation d'un Référendum au  
Sahara Occidental

**MINURSO**

***Press Review***

**7 February 2008**

***(Morning)***

**LEADING STORIES**

**Lettre de l'UNESCO (06.02.08 UNESCO [International])** \_

NB, cette lettre fait réponse à l'article du journal marocain *L'Opinion* paru le 5 février, et que l'UNESCO, par la voix de la Sous-directrice générale pour la culture, apporte les précisions suivantes:

«Monsieur le Directeur de la rédaction,

Nous avons pris connaissance de l'article paru dans *L'Opinion* du 5 février intitulé 'L'UNESCO en terrain conquis?'. Je souhaite apporter les précisions suivantes quant à certaines informations contenues dans cet article. Je vous serais reconnaissante de bien vouloir transmettre ces éléments à l'auteur de l'article et de les porter à la connaissance du public.

Comme l'a déclaré Mme Michèle Montas, porte-parole du Secrétaire des Nations-Unies, et comme l'a ensuite rappelé la porte-parole du Directeur général de l'UNESCO, Mme Muriel de Pierrebourg, la MINURSO a lancé une enquête officielle à la suite des dommages infligés à des sites archéologiques du Sahara occidental ayant une grande valeur patrimoniale.

Dans ce contexte, dans le cadre de la coopération inter-agence des Nations unies, l'UNESCO a fourni, à la demande de la MINURSO, une liste d'experts qualifiés pour évaluer les dommages et recommander des mesures de préservation et de conservation de ces biens.

La Délégation permanente du Maroc auprès de l'UNESCO a été informée de cette demande de la MINURSO. Il est donc inexact d'écrire comme vous l'avez rapporté dans votre édition du 5 février que 'l'UNESCO compte se déplacer au Sahara marocain pour évaluer les dégâts commis sur ces sites, sans prendre la peine de consulter le Maroc'.

La contribution de l'UNESCO se résume pour l'instant à la constitution d'une liste d'experts qui pourraient être consultés par la MINURSO. Il a par ailleurs été envisagé que l'UNESCO, compte tenu de son expertise dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel mène des actions de sensibilisation et de formation à la préservation du patrimoine culturel aux troupes de maintien de la paix dépêchées par les Nations Unies dans les régions en situation de crise.

Françoise Rivière

Sous-Directrice générale pour la Culture – UNESCO»

**L'UNESCO face au mensonge et à la propagande (07.02.08 Le Matin du Sahara et du Maghreb [Mo]) \_**

C'est un démenti cinglant, catégorique et officiel. Le porte-parole du directeur général de l'UNESCO, Mme Muriel de Pierrebourg, a annoncé mardi à Paris que "l'UNESCO n'a aucune relation et n'a rien à voir avec le POLISARIO"! Elle a ainsi apporté la réponse aux divagations de ce dernier, ainsi qu'à une certaine presse algérienne, prompte dans son exercice préféré : l'amalgame et l'embrouille des esprits. Quand des officiers de la MINURSO (Mission des Nations unies au Sahara [occidental]) ont endommagé des sites patrimoniaux dans nos provinces du sud, les stipendiés du POLISARIO et les journalistes algériens qui les soutiennent se sont empressés pour monter un scénario sur de prétendues excuses que les Nations unies auraient présentées au...POLISARIO! Et non au Maroc. Ironie suprême, les feuilles qui ont repris cette fausse information, disons cette désinformation, n'ont même pas la peine de vérifier où se trouvent les sites endommagés par les fonctionnaires militaires de la MINURSO, ni non plus où ces derniers sont installés. Dans cette affaire, comme dans d'autres, le POLISARIO et ses commanditaires semblent vouloir mener une guerre de l'information et de la communication. Ils ne peuvent, bien entendu, ni l'imposer ni la gagner. Et comme l'épisode de sites abimés vient de le démontrer, le mensonge finit toujours par tomber et la vérité éclater. Les actes de vandalisme perpétrés par les officiers de la MINURSO concernent des sites de valeur patrimoniale et, ce faisant, relèvent de la responsabilité de l'UNESCO chargée des activités culturelles et de la sauvegarde des patrimoines par l'ONU. Ces sites se trouvent dans le territoire marocain, sur le sol marocain et l'on imagine à quel point la propagande du POLISARIO peut induire en erreur tous ceux qui méconnaissent la réalité politique, géographique et humaine du Sahara marocain. L'UNESCO apporte ainsi la réponse idoine et appropriée à une campagne mensongère et à une opération de désinformation caractérisée. Le POLISARIO n'est pas un Etat, il ne peut se substituer à aucune autorité reconnue pour protester ou recevoir des excuses de la part de qui que ce soit – encore moins des Nations unies – pour des actes de vandalisme commis dans les provinces sahariennes et dans un Etat souverain, le Maroc. Ceux qui se sont efforcés ou qui ont simplement voulu démontrer le contraire, ne sont que des propagandistes habitués à fourvoyer l'opinion mondiale, peu concernée par un conflit artificiel et monté de toutes pièces, dont elle méconnaît les tenants et les aboutissants et ignore parfois jusqu'à l'existence. L'UNESCO rencontrera bien entendu les responsables marocains avant de procéder à la restauration des sites saccagés par les militaires de la MINURSO, mais toute l'affaire aura eu le mérite de démontrer au monde les malveillances et la volonté de son instrumentalisation par le POLISARIO et ses commanditaires. Aux yeux de ces derniers, tout est bon et rien n'échappe à l'irréductible "politique du pire", consistant à faire feu de tout bois, à piétiner jusqu'aux valeurs morales pour ériger la propagande en information et le mensonge en vérité.

**L'UNESCO n'a aucune relation et n'a rien à voir avec le POLISARIO (07.02.08 Le Matin du Sahara et du Maghreb [Mo]) \_**

(...) La porte-parole du directeur général de l'UNESCO, Mme Muriel de Pierrebourg, a affirmé son organisation «n'a aucune relation et n'a rien à voir avec le POLISARIO». Elle a souligné que les autorités marocaines seront prévenues en cas d'intervention d'une "équipe d'experts qualifiés" sur des sites endommagés par des officiers de la MINURSO au Sahara marocain. "Nous avons entendu et vu quelque part que nous aurions accédé à une demande du POLISARIO. Nous avons été très surpris. Nous ne voyons pas comment l'UNESCO aurait accédé à

une demande du POLISARIO avec qui nous n'avons rien à voir", a déclaré Mme De Pierrebouurg à l'agence *MAP*. "Nous n'avons aucun contact avec le POLISARIO. Nous avons réagi et allons travailler à la demande des Nations unies", a-t-elle précisé, indiquant que "l'UNESCO est en train de constituer une délégation d'experts qualifiés" et que "les autorités marocaines seront prévenues de son envoi". Mme De Pierrebouurg a fait remarquer que "comme les actes de vandalisme ont été commis par une mission des Nations unies, celles-ci se sont retournées vers l'UNESCO pour demander son aide technique". Nous avons accepté de dépêcher une mission d'experts pour évaluer les dommages subis, proposer et faire des recommandations concernant des mesures de réparation et de restauration qui devront être prises", a-t-elle indiqué.

**Statement by H.E. Emhamed Khadad on the occasion of the launch of the SADR second licensing round, Houston (Texas, USA), 5 February 2008 (05.02.08 SADR Oil and Gas Authority [FPOL]).**

Ladies and Gentlemen,

Thank you all for joining us today. I am very pleased to be in Houston to make this important announcement on behalf of my country, the Saharawi Arab Democratic Republic.

In May, 2005, the SADR began a licensing initiative to enable international oil and gas companies to participate in the exploration of the natural resources of our territory. There was a good response to this first initiative, and the SADR awarded nine licenses to eight oil companies.

Today, we are launching the second licensing round. Our government is again inviting companies to apply for licenses to explore the potential for oil and gas in the offshore and onshore areas of the Saharawi Republic.

Western Sahara is rich in natural resources, from fish to phosphates, and the prospects for oil are promising.

The licensing initiative we are introducing today prepares for the day when the Saharawi Republic will exercise full sovereignty over all its rightful territory, including our offshore waters and our natural resources.

When that day comes, and we trust it will be soon, the SADR will prove that it is a lawful, democratic and rights-respecting country, whose government will fully respect its international and commercial obligations.

Ladies and Gentlemen,

Allow me to give you a little history of my country. Most of Western Sahara is occupied by Morocco since 1975. The UN and the African Union have repeatedly said that this illegal occupation must end.

The Saharawi people demand the implementation of UN resolutions and international law. These stipulate that there must be a fair process of self-determination for the territory of the Western Sahara. What the Saharawi people want is a free and fair referendum under UN auspices. That is the democratic and just solution.

I trust that the government and the people of the United States will support this. In fact, in August last year a large group of US senators and representatives made a bipartisan appeal to the President of the United States to support the right of the Saharawi people to self-determination. They wrote:

"We strongly urge you to take steps to ensure that your Administration demonstrates respect for the right of the Saharawi people to democratically choose their own political and economic future."

There can be no stable solution for the Western Sahara without respect for the inalienable right of the Saharawi people to self-determination and independence. The United Nations has been unequivocal in its support of this right. Indeed, in 1975, the International Court of Justice upheld this right of the Saharawi people. The United Nations has since passed dozens of resolutions reaffirming our right to decide our own future.

Unfortunately, these resolutions have been ignored by Morocco.

You may be aware of the ongoing UN-sponsored discussions between the SADR and Morocco held at Manhasset near New York. The most recent round took place on 7 to 9 January, 2008 and there will be another round of talks in March of this year.

I have attended these talks. We have been disappointed by the slow progress of the talks and Morocco's obstructionist attitude. For example Morocco has refused a UN proposal to increase confidence building measures through visits and meetings between Saharawis who have been separated by war and exile. Nevertheless, we will continue to give peace a chance and engage in the UN process. But it is time for something to be done about Moroccan obstructionism. The occupation and the injustice must end. The United Nations must hold to its principles, and the Security Council must enforce its decisions which call for the organization of a free and fair referendum in Western Sahara.

The Saharawi people have waited for justice far too long, many of them - some 170,000 - in desert refugee camps, in dire conditions, out of sight, and out of mind, of the world. Those who remained in the occupied areas are subject to gross violations of human rights including murder, torture, kidnapping and intimidation. Morocco also restricts the entry of independent observers and journalists to the occupied areas. Furthermore, the Moroccan government plunders the resources of our country with no benefits to our people. Morocco is an absolute monarchy that denies basic human rights to our people, illegally occupies parts of our country and continues to violate UN resolutions with impunity.

Ladies and Gentlemen,

No state or international organization recognizes Morocco's sovereignty over Western Sahara. For the US, Robert Zoellick, then the United States Trade Representative, stated in 2004 in reference to the Free Trade Agreement between the USA and Morocco that "The United States and many other countries do not recognize Moroccan sovereignty over Western Sahara" and added that "the Free Trade Agreement (FTA) covers trade and investment in the territory of Morocco as recognized internationally, and does not include Western Sahara."

Meanwhile, over eighty countries from all continents officially recognize the SADR as the legitimate government in Western Sahara. The SADR is a full member of the African Union.

Ladies and Gentlemen,

This licensing round is a legal and legitimate act for the SADR government. We are undertaking the new licensing initiative in accordance with the UN legal opinion of 2002 regarding commercial activities in the Western Sahara, which states that "resource exploitation activities [ ... ] conducted in Non-Self-Governing Territories for the benefit of the peoples of those Territories, on their behalf or in consultation with their representatives, are considered [ ... ] in conformity with the General Assembly resolutions and the principle of 'permanent sovereignty over natural resources'". The licenses granted under this round are the only avenue to the legal exploitation of the oil resources of the Western Sahara.

Ladies and Gentlemen,

The Saharawis are a peace-loving people, who reject violence, believe in democracy, freedom and secularism. Because of the justice of our cause and the unwavering determination of our people, we are absolutely confident that we will recover our full sovereignty soon. The independence of East Timor and Namibia, who were denied their freedom for many years, further reinforces our strong belief in the inevitability of our own full independence.

Following the recovery of our full sovereignty the SADR government will aim to immediately build friendly relations of cooperation and mutual respect with all countries of our region including Morocco. This will create an atmosphere of stability, peace and progress that will certainly be of benefit not only for the Moroccan and Saharawi peoples but also for the entire Maghreb region and the world at large. This government will also allow the immediate implementation of the licenses that we have granted under this initiative, allowing for the economic development of the territory and region.

We are looking forward to the day when the Saharawi people, the rightful owners of Western Sahara's natural resources, will finally benefit from the wealth of their land. Please join us in this endeavour.

Thank you for your kind attention.

**Sahara: Un consultant international démasque une supercherie du POLISARIO à Houston (07.02.08 MAP [Mo])**

Un consultant international a mis à nu mercredi une supercherie orchestrée par le POLISARIO, à l'occasion du NAPE (North American Prospect Expo) qui se tient à Houston, Texas, du 6 au 8 février, visant à duper des compagnies pétrolières en vue de signer des contrats de prospection dans le territoire marocain. Les séparatistes du Polisario ont loué à cet effet les services d'un mystérieux bureau britannique dénommé Wessex Exploration Limited, domicilié à Londres, pour faire une pseudo-présentation sur le potentiel de pétrole et de gaz dans le bassin de Laâyoune. Frederik Dekker, gérant dudit bureau, a en effet prétendu, dans une présentation devant quelques délégués de compagnies pétrolières, que son cabinet était "mandaté par le POLISARIO pour présenter un appel d'offres pour des contrats d'exploration dans le bassin de Laâyoune", chef-lieu des provinces du Sud du Maroc. M. Douglas Iredale, consultant international de nationalité américaine, a pris la parole pour mettre en relief l'incohérence de la démarche de Wessex, relevant l'absence de tout contrôle ou souveraineté du POLISARIO sur la zone objet du soi-disant appel d'offres. "Comment une organisation peut-elle vendre des droits d'exploration afférents à un territoire sur lequel elle n'a aucune souveraineté?", s'est interrogé M. Iredale, qui a invité l'audience à la prudence et attiré l'attention sur le risque que comporte ce genre de présentations malveillantes visant un effet de propagande plutôt que la concrétisation d'opportunités d'investissement, le pays ayant la souveraineté sur cette région étant la seule autorité habilitée à conclure de tels contrats. L'intervention de M. Iredale a amené Frederik Dekker, seul gérant connu de l'officine Wessex Exploration Limited, avec un autre membre de sa famille, Jan A. Dekker, à se rétracter et à reconnaître que les provinces sahraouies sont sous souveraineté marocaine.

**Prospection pétrolière au Sahara occidental, la RASD sans partage (07.02.08 L'Expression [Al])**

Un second avis d'appel d'offres pour la prospection pétrolière dans les territoires sahraouis vient d'être lancé à Houston aux USA par la République sahraouie. La République arabe sahraouie n'attendra pas la Saint-glinglin pour préserver et exploiter les richesses naturelles de son sous-sol et de ses fonds marins. Une délégation sahraouie s'est rendue à l'exposition annuelle sur l'industrie pétrolière et gazière. Elle s'est tenue à Houston, aux Etats-Unis d'Amérique. Les représentants de la RASD ont présenté, le 5 février 2008, un nouvel avis d'appel d'offres. Il porte sur l'exploitation pétrolière et gazière dans les territoires sahraouis. M.M'hamed Khadad, membre du secrétariat national du Front POLISARIO, a présidé la cérémonie officielle de présentation du projet. De nombreuses sociétés et compagnies étrangères ainsi que la presse spécialisée y ont assisté. Le représentant sahraoui a précisé dans son intervention que la date de clôture de ce deuxième appel d'offres est fixée au mois d'octobre 2008. La signature des accords éventuels se fera quant à elle le 1er décembre 2008. L'occasion a été offerte au diplomate sahraoui pour rappeler le succès remporté par la première opération de ce genre. Neuf accords de licences ont été attribués à huit sociétés pétrolières par la Petroleum Authority de la République sahraouie. Elles couvrent six blocs off shore. Tah, Amgala, Farsia, Jreifia, Imlili et Zug. Les trois autres blocs on shore se trouvant à Smara, Oum Draïga et Tichla. La première offre a été conclue en 2006. Après ce rappel, M.M'hamed Khadad a invité les sociétés spécialisées dans ce domaine à déposer leurs demandes d'exploration. La République sahraouie prépare l'avenir. Elle croit dur comme fer à son accession à l'indépendance. La légalité

internationale ne peut être éternellement bafouée. Même par les grandes puissances, elle finira bien par triompher. «Cette initiative en vue de l'octroi de licences prépare le jour où la RASD pourra exercer pleinement sa souveraineté sur tout son territoire et contrôler toutes ses ressources naturelles, y compris en offshore. Lorsque ce jour viendra, et ce jour est proche, nous en sommes convaincus, la RASD montrera qu'elle agit en tant que pays de droit, respectant la démocratie et dont le gouvernement honore pleinement ses obligations commerciales internationales», a déclaré à la nombreuse assistance M. Khadad, représentant de la RASD. Un discours émouvant qui en dit long sur les aspirations contrariées du peuple sahraoui. La prise en charge de son propre destin et, par conséquent, la fin de la domination marocaine. Le Royaume alaouite espère toujours. Il veut mettre la main sur les ressources pétrolières que renferme le Sahara occidental. Un territoire qu'il colonise depuis 1975. Le Maroc s'y est octroyé un droit d'extension territoriale. Il a cru pouvoir conclure des contrats pétroliers. L'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières (ONAREP) fut créé en 1981. Le 4 octobre 2001, il signe un contrat de reconnaissance avec la société pétrolière américaine Kerr-McGee. Il porte sur une zone de 110 400km<sub>2</sub> au nord de Boujdour. La concession des côtes sud du Sahara reviendra au français Total Final Elf. Le contrat sera signé le 28 décembre 2001, il portera sur 115.000 km<sub>2</sub>. Cependant, les lois internationales ne reconnaissent aucun droit au Royaume alaouite sur le Sahara occidental. Ses richesses ne peuvent être accaparées par un pays tiers. Le ministre des Affaires étrangères de la RASD, M. Mohamed Ould Salek, avait dénoncé, à l'époque, vigoureusement ces violations de la légalité internationale. «Le Maroc ne cesse de chercher des partenaires pour les induire en erreur dans son entreprise coloniale au Sahara occidental», avait déclaré le chef de la diplomatie sahraoui. M.M'hamed Khadad, qui a aussi participé aux négociations de Manhasset, a ajouté: «Il est temps d'agir face à l'obscurantisme du Maroc, l'occupation et l'injustice doivent cesser.» Les seuls instruments légaux permettant l'exploitation des ressources pétrolières au Sahara occidental sont les licences attribuées par la RASD, a dit, en substance, le représentant sahraoui. Le Front POLISARIO sera sans concession. Les richesses du sous-sol du Sahara occidental reviennent de droit au peuple sahraoui.

### **Second avis d'appel d'offres sur la prospection d'hydrocarbures au Sahara Occidental, le pétrole sahraoui allèche les multinationales (07.02.08 Liberte' [A])**

Bien que la majeure partie du territoire du Sahara occidental soit sous occupation marocaine, la cérémonie de la présentation officielle du nouvel avis d'appel d'offres portant sur neuf blocs, faite par Mhamed Khadad, membre du Secrétariat national du Front POLISARIO, a attiré l'attention des représentants de plusieurs sociétés et compagnies internationales et de la presse spécialisée. Le président de la Compagnie Wessex, Fred Dekker, a procédé à la présentation technique de la géologie de la région, avec un aperçu du code des investissements et des règles, notamment le partage de production, appliquées en la matière par les autorités sahraouies. La présentation officielle de l'offre, qui s'est faite au nom de la RASD, a donné l'occasion au diplomate sahraoui de rappeler le succès remporté par la première offre qui a abouti, en 2006, à la conclusion, par la Petroleum Authority de la RASD, de neuf accords de licences attribuées à huit sociétés pétrolières. Mhamed Khadad a rappelé à l'assistance que ce second avis d'appel d'offres sera clôturé au mois d'octobre 2008 et que la signature des accords interviendra le 1er décembre 2008. Il a affirmé: Cette initiative en vue de l'octroi de licences prépare le jour où la RASD pourra exercer pleinement sa souveraineté sur tout son territoire et contrôler toutes ses ressources naturelles y compris en offshore. Lorsque ce jour viendra, et ce jour est proche, nous en sommes convaincus, la RASD montrera qu'elle agit en tant que pays de droit, respectant la démocratie, et dont le gouvernement honore pleinement ses obligations commerciales internationales. Évoquant les négociations en cours entre le Maroc et le Front POLISARIO, le représentant sahraoui a fait valoir qu'il ne peut y avoir de solution juste et durable au Sahara occidental sans le respect des droits inaliénables du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Il a indiqué que le Front POLISARIO est déçu par la lenteur du

processus et par l'attitude obstructionniste du Maroc qui a même refusé de souscrire à une proposition des Nations unies relative aux mesures de confiance à travers les visites et réunions entre Sahraouis séparés par la guerre et l'exil et le respect des droits de l'homme. Devant cette situation, il a estimé : Les Nations unies doivent faire respecter leurs engagements et le Conseil de sécurité doit mettre en application ses décisions en vue de l'organisation d'un référendum juste et libre au Sahara occidental. Le peuple sahraoui a attendu trop longtemps pour que justice lui soit faite. Sur sa lancée, il n'a pas manqué de dénoncer le fait que le gouvernement marocain continue à piller les ressources du Sahara occidental et à priver le peuple sahraoui des bénéfices de ses biens. Rassurant les sociétés intéressées, Mhamed Khadad a soutenu que ce second avis d'appel d'offres représente un acte légal et légitime du gouvernement de la RASD qu'il entreprend en accord avec l'opinion légale exprimée par les Nations unies en 2002.

**Sahara Marocain : Abbas El Fassi reçoit le représentant personnel du SG de l'ONU (07.02.08 Le Matin du Sahara et du Maghreb [Mo])**

Le Premier ministre, Abbas El Fassi a reçu, mercredi à Rabat, le Représentant personnel du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Sahara, Peter Van Walsum, en tournée dans la région du Maghreb du 6 au 14 février. Cette entrevue s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, Chakib Benmoussa, du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Taieb Fassi Fihri et de l'Ambassadeur, représentant permanent du Royaume auprès de l'ONU, El Mostafa Sahel. Dans une déclaration à la presse à l'issue de cet entretien, M. Van Walsum a indiqué que cette «réunion s'est déroulée dans une atmosphère cordiale», ajoutant qu'elle a été marquée par «un échange de points de vue sur la meilleure façon de rendre les négociations en cours plus substantielles conformément à la demande du Secrétaire général et du Conseil de sécurité de l'ONU». De son côté, M. Taieb Fassi Fihri a réaffirmé «l'attachement du Royaume au processus de négociations en vue d'un règlement de ce différend régional artificiel autour de la question du Sahara et sa détermination à s'engager dans des négociations sérieuses, sur la base de l'Initiative marocaine consensuelle relative à la proposition d'autonomie dans les provinces du Sud du Royaume». Après l'étape de Rabat, le responsable onusien a indiqué qu'il se rendra à Tindouf, à Alger et à Nouakchott.

**Moroccan prime minister discusses Western Sahara with UN envoy (06.02.08 MAP [Mo])**

Prime Minister Abbas El Fassi has met on 6 February UN Envoy to Western Sahara Peter Van Walsum ,who began a tour in the Maghreb between 6 to 12 February. The meeting was attended by Interior Minister Chakib Benmoussa, Foreign Minister Taieb Fassi Fihri and Moustapha Sahel, Morocco's permanent representative to the UN. Following the meeting, Van Walsum told the press that the meeting took place in a "friendly" atmosphere, highlighting "the exchange of points of view on the most successful ways to make the current negotiations (on Sahara) more fundamental, according to calls by the UN chief and the Security Council". The international official said he would head to Tindouf, Algiers and Nouakchott after Rabat, and expressed his hopes his negotiations in these stops would be "as successful". For his part, Moroccan Foreign Minister Fihri renewed Morocco's commitment to the path of negotiations to settle this concocted regional conflict, saying Morocco would engage in serious negotiations on the basis of the Moroccan initiative of autonomy in the southern provinces. He added Morocco was determined to end this issue, as part of a reintegration vision that takes into consideration the future of the Arab Maghreb Union and responds positively to calls by the international community and the Security Council and efforts by many partners in the region. He expressed Morocco's readiness to "work together with the Algerian brethren to serve security and stability in the region and achieve

economic and social developments for the countries of the Arab Maghreb". Fihri said that Morocco had created - as a result of the autonomy in southern provinces initiative which respects the national sovereignty - a new dynamic to settle this conflict, and gave a new push to the path of negotiations launched in Manhasset [USA] in last June [2007]. He went on to say that Peter Van Walsum's third tour in the region since 2005, came directly after the third round of negotiations in Manhasset and few weeks before the fourth round [ in March 2008]. He said Morocco would "go to the negotiations round with full readiness and real willingness to engage in serious and detailed negotiations". He added that the latest resolution of the UN Security Council indicated that Morocco's efforts, under the leadership of HM King Mohammed VI, are "serious and credible". He said the Security Council indicated that the negotiations must take into consideration efforts that had been exerted since 2006, that is, Morocco's efforts regarding the autonomy proposal.

### **Ban Ki Moon sera capable de trancher mais... \* (06.02.08 Alterinfo.net [International]) \_**

Bientôt l'émissaire Onusien en tournée dans le Maghreb pour quelque chose qui pourra être une valeur ajoutée à une problématique qui normalement n'a plus besoin d'approche techniciste mais plutôt de créativité d'une solution impossible d'elle même. Dans ce sens j'investie cet article qui n'est au fait que prolongation des articles précédents que j'ai édité dans ce respectable site et d'autres...

#### Récapitulons

Il faut avouer qu'après plus de trente quatre années la problématique Sahara est passée pour être un plaisir des Sadomasochistes. Il est donc certain que la conscience internationale pour ne pas dire seulement onusienne n'ait plus de raison de ne pas s'y investir intégralement. A mon sens les belligérants ne peuvent faire mieux de ce qu'ils ont fait. Pour le POLISARIO il ne peut que se retenir au droit onusien se référant au principe de l'autodétermination tel que reconnu par les nations unies depuis 1945 concernant les régions encore en mal d'être étatiques. Son état d'esprit s'y accroche comme un refuge ou une sorte d'assurance existentielle surtout que la gouvernance des leaders semble passée pour être un héritage Emirati. A ce propos il faut dire que la même personne depuis trente ans à la tête du POLISARIO ne donne pas raison à la démocratie sauf pour les nouvelles «républiques monarchiques» qui sont une création purement Arabe! En tout cas les réactions de l'équipe «Khat Achahid» en disent suffisamment. Du côté marocain je peux vous assurer qu'il n'y a de s'y intéressant à retenir que la bonne volonté du Roi Mohammed VI. Autrement dit je joins ma pensée au président du POLISARIO en ce qu'il a dit à propos du Feu Hassan II: «Il est une perte à la question du Sahara». Quand à la diplomatie marocaine elle est encore en mal d'une machine makhzenienne qui pèse encore de tout son poids sur le cours des événements en manipulant aisément les files des marionnettes et des pions arrivistes en politique, ...etc. D'où sa grande influence sur une gouvernance en mal de mer. L'Intifada des jeunes Sahraouis de l'après la marche verte au Sahara en exprimant largement son apartheid emballé. Donc il faut dire que la proposition de l'autonomie est déjà une expression royale très courageuse vu que la machine précitée tiens opiniâtrement au statut quo. Le problème relève donc de la nature des projets en question «République» ou «autonomie»? Je crois qu'ils sont utopiques et irréalisables vu justement l'impuissance de l'ONU (MINURSO) de trouver d'une part les formules convenables (selon les termes des Accords de Houston ...) au labyrinthe identitaire en rapport avec l'espace géo ethnique concernant le principe référendaire. Et de l'autre part trouver les formules convenables à l'application d'une autonomie affranchissant des un et des autres, vue que la problématique ne relève pas d'un ordre interétatique. Ce dernier est un des principes fondamentaux dans la conceptualisation des autonomies proposées par les experts en la matière et l'architecture de leurs formes juridiques.

Attendre Godot

Dire alors que l'ONU est incapable ne doit pas être un prétexte pour lui faire des reproches jouet la responsabilisée sans se sentir aussi concerner car il s'agit de l'un des cas humains -en dehors de tout politicisme pragmatique - des plus complexes. Certes cette première instance internationale (l'ONU) est sous influence morale et honnête des cinq grands et de tous ceux qui la subventionnent mais elle a une déontologie qui d'ailleurs venait de la secouer dernièrement. Cette déontologie nécessite assistance internationale qui devrait être soutenue durablement pour davantage d'autonomisation de ladite institution. L'ONU fait de son mieux. A ma connaissance l'ex émissaire onusien Mr J. Becker avait été d'une souplesse extraordinaire par sa proposition concernant cette problématique Sahara mais il avait juste manqué de pertinence vu les motifs de l'impuissance précitée. Chose qui confirme l'exception de cette affaire ensablée.

Où est donc l'intrus ?

En dépit de tous jugements ou évaluations positives ou négatives le tout revient d'une part à l'état d'esprit de la politique jadis Basriste (de l'ex ministre de l'intérieur marocain) depuis son accession ministrable qui voulait faire des tribus dites Tekna la carte du joker et de l'autre part à celle militariste des superviseurs Algériens du Front POLISARIO depuis le cesser le feu. Il y a là de quoi reprendre l'article parut dans le *Monde diplomatique* titré «regards politiques sur les territoires» de Philippe Rekaswicz en 2000 au paragraphe suivant: « ... la carte finale est un document filtré; (...) censurée d'éléments parfois importants, mais le plus souvent jugés secondaires ou inutiles ; (...) simplifiée pour la rendre lisible ; (...) imprimé (...) d'une certaine manière de concevoir le monde et sa sensibilité... ». Ce n'est pas pour historien ou philosophe mais pour dire autrement: faute du lègue colonialiste! Faudra-t-il attendre Godot?

Forcer le règlement

Ceci ne veut pas dire qu'il faut forcer une solution mais de trouver une issue sans amputer. Bien sur une simple tournée de l'émissaire Onusien P.v. Walsum à travers les mêmes itinéraires n'aura d'autre sens que celui de retrousser les chemins qui avaient finie là où Mr J. Backer s'était arrêté: une autonomie limitée plus referendum d'autodétermination. Faut il se poser la question pourquoi alors cette tournée de la part de Mr Walsum? Non je préfère pour le plus de neutralité et de contribution positive dont a besoin la problématique, plutôt que de dire pourquoi «Essayons de lui en substituer un sens». Selon la logique de l'évolution des démarches onusienne je crois qu'il faut que l'ONU donne la parole à ceux capables de propositions pertinentes en une rencontre avec les intellectuels Sahraouis à travers trois stations aux moins Guelmim (Nord Sahara) – Laayoune et Tindouf. Sinon l'ONU propose un e-mail spécial pour une communication responsable de ceux capables de propositions. Personnellement je suis convaincu que Mr B.K.Moon sera capable de trancher là dessus. Ce qu'il lui faut: c'est une aide théorique et intelligente. De ma part je viens de recevoir une réponse de l'institution Onusienne concernant ma volonté d'y participer par une nouvelle théorie en la matière des autonomies dont je lui ai envoyé le contextuel de sa conceptualisation que j'espère qu'elle sera positive. Elle fait plus que les autonomies proposées par les experts (F. Obereuter, Mme Ruth Lapidote...) et moins d'une république que j'ai intitulé «Autolibertanomie» composée de trois mots latin: *Libertatum+ auto + nomos*. Mais il est certain que l'appui des sociétés Maghrébines et Européennes puisqu'elles sont concernées encouragera à sa mise en exergue et aussi son enrichissement

\* (par Boujemaa Kharraj, écrivain, journaliste, formateur de cadres, Guelmim capitale du nord Sahara occidental)

### **Preparations have started for the fourth round of negotiations over the Sahara (06.02.08 As Sabah [Mo])**

Peter Van Walsum, personal envoy of the UN secretary-general in charge of the Sahara conflict, has chosen Rabat as the first leg of his tour to prepare for the fourth round of the Manhasset negotiations for a final settlement of the Sahara conflict. The Dutch diplomat is due to visit the region from today Wednesday [6

February] until 14 February. Morocco will be the first step of the UN visit which will include also Tindouf, Algeria and Mauritania. The visit is part of preparations for yet another round of negotiations and it is expected to be held between the 11 and 13 March next, and to deal with the core of the conflict, especially issues related to sovereignty, geography and the system of managing public affairs in the southern provinces. To solve these issues, Rabat is proposing a self-rule system that will accord extensive prerogatives to the population of the southern provinces to manage their own domestic affairs. Informed sources affirm that the Dutch diplomat, Peter Van Walsum, will have a meeting with the chairman of the CORCAS, Khallihenna Ould Errachid, before a second meeting with Moroccan diplomacy officials at the Foreign Ministry to familiarize himself with the latest development of positions to the negotiations currently held under UN sponsorship. So far, these negotiations have broken the ice that had prevented the parties from sitting at the negotiating table. The sources add that the Moroccan position has not changed. It was made clear immediately after the end of the third round of negotiations: Morocco considers that, despite the obdurate POLISARIO position, negotiations are the best way to settle a more than 30 year-long conflict over the Sahara, where the parties to this conflict have tested all means to solve it, starting from war to signing agreements to sitting at the negotiating table in Manhasset, New York. The same sources point out that the including of Algeria in this fresh tour of the personal envoy of the UN secretary-general for the Sahara, is a move that points to the direct responsibility of Algiers in the prolonging of the conflict over the Sahara between Morocco and the POLISARIO Front. Algeria used to be a mere resting place for the various UN envoys who had dealt, in turn, with the Sahara case, on their way to the Rabouni region, in Tindouf, where the offices of the general-secretariat of the POLISARIO is located, but now Algeria is at the centre of the UN interest. The growing UN interest in Algeria began when it had become clear that the POLISARIO delegation at the previous rounds of negotiations between the parties to the conflict on 10 and 11 June 2007, 18 and 19 August 2007 and 7 and 9 January this year, lacked power of decision because such power, as a matter of fact, is in the hands of the Algerian army. The same sources underline that Algeria has been included yet again in Peter Van Walsum's tour because the UN is now convinced of the central role of El Mouradia Palace [Algerian president's residence] in the prolongation of the social tragedy caused by the conflict over the Sahara. On this plane, Michele Montas, spokeswoman for the UN secretary-general, the day before yesterday Monday [4 February] said that the personal envoy of the UN Secretary-General, Peter Van Walsum, would start a visit to the region from 6 to 14 February, which would cover four places linked to the Sahara case, namely Rabat, Tindouf, Algiers and Nouakchott. The visit, she said, was part of preparations for a return to the negotiating table, in a fourth round, from 11 to 13 March next, in Manhasset, New York. Van Walsum's tour follows consultations he has had over the Sahara after the recent meeting of the UN Security Council, during which delegates contented themselves with welcoming the commitment of the parties to the talks over the Sahara to take part in intensive negotiations more focused this time on the core of the problem.

**En prévision de la reprise des négociations Maroc-Front POLISARIO, Van Walsum dans la région à partir d'aujourd'hui (06.02.08 Liberte' [AI])**

Le Conseil de sécurité, qui a procédé lundi à l'examen du rapport du secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, sur l'état d'avancement des négociations concernant le Sahara occidental de Manhasset III, s'est félicité du déroulement des négociations entre le Front POLISARIO et le royaume du Maroc et exprimé son soutien aux efforts de l'envoyé personnel du secrétaire général au Sahara occidental, Peter Van Walsum, qui doit entamer, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 14 février courant, une tournée d'une dizaine de jours dans la région, a-t-on appris de source diplomatique sahraouie à New York. Dans une déclaration à la presse, le président du Conseil de sécurité pour le mois de février, l'ambassadeur panaméen à l'ONU, Ricardo Alberto Arias, a indiqué que les membres du Conseil ont salué le rapport du secrétaire général sur l'état d'avancement des négociations de

Manhasset III, tenues du 7 au 9 janvier dernier, près de New York. "Les membres du Conseil de sécurité sont satisfaits que les parties en conflit et les États de la région sont tombés d'accord pour se rencontrer du 11 au 13 mars, à Manhasset, dans le cadre de la résolution 1783 (octobre 2007), pour poursuivre leurs discussions", lit-on dans le texte du communiqué publié ce lundi à l'issue de l'examen du rapport de Ban Ki-moon daté du 25 janvier et transmis le 28 du mois dernier au Conseil. Les membres du Conseil de sécurité ont apporté leur soutien à la tournée que doit entamer l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU à partir du 5 février au Maroc, puis le 8 février dans les camps de réfugiés sahraouis pour se poursuivre ensuite en Algérie et en Maurétanie, les deux pays voisins invités aux négociations de Manhasset. "Les membres du Conseil apportent leur soutien à la tournée dans la région de l'envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental, Peter Van Walsum, pour approfondir les consultations en prévision du prochain round de négociations", stipule le communiqué lu à la presse. Les membres du Conseil ont également salué l'engagement réitéré et la volonté politique des deux parties en conflit, que sont le Maroc et le Front POLISARIO, de négocier de bonne foi et de faire avancer le processus de discussions en cours sous les auspices des Nations unies vers "une phase intensive et substantielle". Le Conseil de sécurité a réaffirmé son ferme soutien aux efforts du secrétaire général et de son envoyé personnel, efforts visant à faire aboutir les résolutions 1754 et 1783 militant en faveur d'une solution politique juste, pacifique et durable à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Pour le représentant du Front POLISARIO à l'ONU, Ahmed Boukhari, les décisions et prises de positions de la dernière réunion du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental réaffirment la volonté de la communauté internationale de mener à bon terme les négociations de paix devant assurer au peuple du Sahara occidental l'exercice libre et démocratique de son droit à l'autodétermination, comme le stipulent les différentes résolutions des Nations unies, dont la 1754 et la 1783 adoptées respectivement le 30 avril et le 30 octobre 2007. "Nous appuyons le voyage dans la région de l'envoyé personnel du secrétaire général pour le Sahara occidental et le facilitateur de l'ONU aux négociations de Manhasset, Peter Van Walsum, en espérant qu'il aidera à faire avancer le processus de négociations en panne du fait de l'intransigeance des Marocains", a déclaré à l'APS le diplomate sahraoui.

### **Tournée du médiateur de l'ONU en Afrique du Nord, Van Walsum s'entretient avec les autorités marocaines (07.02.08 La Tribune [Al])**

Le médiateur de l'ONU pour le Sahara occidental, Peter van Walsum, a entamé mardi dernier une tournée en Afrique du Nord pour des consultations, avant un 4ème cycle de négociations entre le Maroc et le Front Polisario sur l'avenir du territoire. M. Van Walsum s'est rendu à Rabat hier, première étape d'une tournée de dix jours, qui se poursuivra jusqu'au 14 février à Tindouf, mais aussi Alger et Nouakchott, en tant que capitales des pays voisins du Sahara occidental. Il a indiqué que sa réunion à Rabat avec plusieurs responsables marocains, dont le Premier ministre, Abbas El Fassi, s'est déroulée dans une atmosphère très cordiale. M. Van Walsum a précisé avoir échangé avec ses interlocuteurs des points de vue sur les meilleures façons de rendre les négociations plus substantielles comme le demande le secrétaire général de l'ONU, avant d'émettre le souhait d'avoir des négociations très fructueuses à Alger, Tindouf siège du Front POLISARIO en Algérie et à Nouakchott, a-t-il dit. Or, cette visite, qui revêt une importance particulière, est la première depuis le lancement du nouveau cycle de négociations, comme l'a déclaré le chef de la diplomatie marocaine Taieb Fassi-Fihri au terme de la rencontre à Rabat, a été l'occasion pour les autorités marocaines de mettre en évidence l'offre [projet d'autonomie] marocaine comme solution politique à ce différend régional. Hormis le souhait que le processus de négociations se poursuive dans le sens de l'approfondissement et d'une véritable négociation, cette visite a permis de démontrer la fuite en avant et le déni des autorités marocaines à l'égard du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, sous l'égide de l'ONU. Pour rappel, cette visite est destinée à préparer un quatrième cycle de négociations

directes entre le Maroc et le Front POLISARIO, sous l'égide de l'ONU, prévu du 11 au 13 mars à Manhasset, dans la banlieue de New York. Elle intervient après trois premières sessions de discussions, tenues au même endroit, en présence des représentants des pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie, qui n'ont pas permis aux deux parties de combler leurs divergences de fond sur l'avenir du Sahara occidental. Le Conseil de sécurité s'est félicité de la volonté affirmée des deux parties de négocier de bonne foi et a estimé le moment venu de faire passer le processus à une phase de négociations plus intensives et substantielles, rappelle-t-on.

### **L'envoyé personnel de Ban Ki-moon en tournée dans la région (07.02.08 Le Jeune Indépendant [AI])**

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Peter van Walsum, entame depuis le 5 février une tournée dans la région, qui le mènera au Maroc, dans les territoires occupés du Sahara occidental, puis dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf. Il se rendra ensuite en Algérie et en Mauritanie, les deux pays voisins invités aux négociations de Manhasset en qualité d'observateurs. Cette tournée de Peter van Walsum, en sa qualité de facilitateur de l'ONU aux négociations de Manhasset, aura pour objectif de faire avancer le processus de ces négociations, en panne du fait de l'intransigeance de la partie marocaine. Les membres du Conseil de sécurité, qui ont procédé lundi dernier à l'examen du rapport de M. Ban Ki-moon sur l'état d'avancement des négociations de Manhasset III, ont apporté leur soutien à la tournée dans la région de Peter van Walsum, à l'effet d'approfondir les consultations en prévision du prochain round de négociations. La partie sahraouie s'exprime dans le même sens, en espérant que cette tournée contribuera à fructifier les efforts de la communauté internationale et constituera une opportunité supplémentaire dans le sens de l'approfondissement des discussions, à travers la mise en œuvre des dernières résolutions de l'ONU sur le Sahara occidental, à même de permettre au peuple sahraoui de s'autodéterminer. Sous un autre angle, le Conseil de sécurité s'est félicité, à l'issue de l'examen du rapport de Ban Ki-moon, du déroulement des négociations entre le Front Polisario et le royaume du Maroc. «Les membres du Conseil de sécurité sont satisfaits que les parties en conflit et les Etats de la région soient tombés d'accord pour se rencontrer du 11 au 13 mars prochain à Manhasset, dans le cadre de la résolution 1783», lit-on dans le communiqué final. Une satisfaction qui contraste cependant avec le rapport de Ban Ki-moon, qui avait indiqué que les positions des antagonistes «demeuraient très éloignées». Pour le représentant du Front POLISARIO à l'ONU, Ahmed Boukhari, les prises de positions du Conseil de sécurité réaffirment la volonté de la communauté internationale de mener à bon terme les négociations de paix devant assurer au peuple du Sahara occidental l'exercice libre et démocratique de son droit à l'autodétermination, comme le stipulent les différentes résolutions des Nations unies, dont la 1754 et la 1783 adoptées respectivement le 30 avril et le 30 octobre 2007.

## **REGIONAL NEWS**

### **Morocco's elections: the limits of limited reforms \* (Journal of Democracy, Vol. 19 no. 1, page(s) 19-33 [USA])**

Morocco's experience suggests that expanded political liberty, especially freedom of association, can facilitate the emergence of multiple versions of political Islam, reducing the salience of a large, undifferentiated Islamist movement as an umbrella for oppositionist sentiment. The best means for containing potentially destabilizing discontent and promoting moderation among potentially antidemocratic forces are a pluralized political space and iterative free elections. The dilemmas that the king must now resolve in the face of citizen alienation reveal the limits of a strategy of gradual liberalization stage-managed from on high by a pro-Western autocrat.

\* (By Michael A. McFaul, Stanford University and Tamara Wittes, Brookings Institute)

**Algeria's Bouteflika begins Tunisia visit** (06.02.08 Algerian radio [Al])

Algerian President Abdelaziz Bouteflika begins on 7 February an official visit to Tunisia on an invitation from his Tunisian counterpart, Zine El Abidine Ben Ali, Algerian radio 0600 said. The radio's correspondent in Tunis said the two leaders would discuss bilateral relations and commemorate the 50th anniversary of an attack by the French forces on Tunisian Sakiet Sidi Yousef village. During the visit, Algerian and Tunisian businessmen would meet in Al Kaf, in western Tunisia, to discuss developing the economic ties between the two countries. French forces launched air raids on Sakiet Sidi Yousef village on the Algerian-Tunisian border on 8 February 1958 in retaliation for providing a safe haven to Algerian National Liberation Front's fighters.

**Maroc-Al Jazeera, le divorce? La chaîne a cessé de diffuser à partir de Rabat** (06.02.08 Le Jour d'Algérie [Al])

Depuis quelques jours, la chaîne de télévision satellitaire Al Jazeera a cessé de diffuser ses informations sur le Maghreb arabe à partir du Maroc. Il s'agit d'un programme diffusé à 23 h à partir de Rabat. C'est à partir de Doha que cette chaîne de télévision qatarie diffuse des programmes à partir de 23 h depuis quelques jours. Ces programmes ne concernent, depuis, pas forcément les pays du Maghreb arabe. Des observateurs ont expliqué ce changement par un «divorce» entre cette chaîne de télévision et les autorités marocaines. L'explication serait le mécontentement du palais royal par rapport à la couverture médiatique, par Al Jazeera, d'événements sociaux se déroulant au Maroc. Une couverture qui a mis à nu la misère intenable dont souffre une grande partie de la population marocaine, ainsi que les problèmes liés au chômage, à l'habitat et autres. Ce qui a davantage gêné les autorités marocaines, ajoutent ces observateurs, serait l'entretien accordé par cette chaîne de télévision au président d'une association marocaine qui s'est distingué, il y a quelques semaines, par un appel à une «marche» vers Tifariti, en territoire sahraoui. C'est plutôt une révélation faite par le président de cette association qui a mis mal à l'aise le palais royal. Piégé par la question d'un journaliste d'Al Jazeera, il a reconnu que les autorités marocaines lui ont garanti la prise de mesures sécuritaires pour assurer la sécurité des participants à cette marche. Une contradiction flagrante par rapport à ses propos tenus quelques minutes plus tôt lorsque ce président d'association a annoncé que la décision de faire cette marche a été prise sans la participation des autorités marocaines. Une tentative de donner un cachet non gouvernemental à cette marche, déjouée, sans le vouloir et sans le savoir, par l'auteur même de cette tentative. Une mise à nu, en direct sur cette chaîne de télévision qui n'a pas plu aux autorités marocaines puisque prouvant la manipulation de cette marche par le palais royal. Cette alliance a été faite, et c'est facile de le constater, contre l'Algérie et son image de marque, avec utilisation de la situation sécuritaire interne à ce pays. L'apologie du terrorisme et une offre de tribune à des «émirs» du GSPC ont été des outils utilisés dans cette guerre médiatique contre ce pays. Il est à noter que cette chaîne de télévision qatarie s'est distinguée par un parti pris en faveur du Maroc dans l'affaire de la colonisation du Sahara occidental par le Maroc. Disposant d'un bureau à Rabat, cette chaîne cachait mal son offre de service au palais royal en contrepartie de l'accord à l'ouverture de ce bureau. Une alliance non objective au détriment du droit du peuple sahraoui à l'indépendance qui n'aura pas duré longtemps, suivie par un divorce que les deux parties évitent d'annoncer. Cette annonce n'arrange ni les autorités marocaines qui voudraient bien se passer d'un retentissement médiatique qui pourrait mettre à nu davantage les visées inavouées de la tentative d'utilisation de ce moyen audiovisuel dans l'affaire du Sahara occidental, entre autres, ni n'arrange Al Jazeera qui garde, ainsi, un espoir de reprendre les activités dans la capitale marocaine.

**Des lance-missiles espagnols pour le Maroc, un gage d'amitié. Avec ces lance-missiles, les F-5 marocains pourront lancer des bombes MK-82** (06.02.08 Maroc Hebdo [Mo])

La presse ibérique s'est fait l'écho de l'accord du conseil des ministres espagnol, vendredi 18 janvier 2008, de vendre au Maroc un ensemble de 8 lance-missiles aériens pour le prix symbolique de un euro. La cession de cet armement, dont la valeur réelle est estimée à 86.848 euros, entre, d'après le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, dans le cadre de la coopération bilatérale Maroc-Espagne et viserait à renforcer la relation entre les armées espagnole et marocaine. La Défense ibérique a pour sa part expliqué que l'armement cédé à l'armée marocaine a été remplacé par un arsenal plus moderne et plus sophistiqué. Certains quotidiens espagnols ont en outre rapporté que les systèmes en question (probablement des CLB-30) serviraient notamment à l'équipement d'avions de chasse tels le Mirage *F-1*, présent dans la flotte de la force aérienne marocaine, ou le Northrop *F-5*. Avec ces équipements, les avions-chasseurs peuvent lancer des bombes comme l'américaine MK-82 (d'une longueur de 2m21, pesant 241 kg et pouvant contenir une charge de 89 kg d'explosifs) appréciée pour son bas prix et son efficacité destructrice. Coïncidence, s'interrogent certains? Ce don de l'armée ibérique est en effet intervenu quelques jours avant la venue du ministre des Affaires étrangères espagnol Miguel, Angel Moratinos au Maroc, le lundi 21 janvier 2008, pour participer à la sixième réunion du groupe 5+5 des ministres des Affaires étrangères. Cette visite de travail du chef de la diplomatie espagnole a constitué son premier voyage officiel au Royaume après de la crise diplomatique entre les deux survenue après la visite effectuée par le monarque espagnol Juan Carlos et son épouse dans les présides de Ceuta et Melilla les 5 et 6 novembre 2007.

**Attackers of UN offices in Algiers arrested – ministry** (06.02.08 APS [Al], AFP [France], Reuters [International])

Algerian security forces have killed a rebel leader and arrested six of his associates suspected of involvement in the 11 December twin bombing on a court building and UN offices in Algiers, the Interior Ministry said on Wednesday. The Ministry, in a statement said that the mastermind of those attacks was killed by security forces on 28 January in Boumerdes, east of Algiers. It identified him as Abderahmane Bouzegza and said he was the chief of a militant gang called El Farouk. The gang belongs to the Al Qaeda Organization in the Islamic Maghreb. The statement gave no details as to the date of the arrest of Bouzegza's associates but said that the six were handed over to justice officials on Wednesday. They were three building contractors, one computer scientist at Brown Root Condor, one employee at a real estate company and one delivery man. According to the statement, the six were pushed to get involved in the attacks through manipulation and financial incentives. The attack on the UN offices in Algiers has prompted the world body to appoint a panel with the aim of investigating security conditions at UN offices worldwide. On Tuesday, Secretary-General Ban Ki-Moon named Algerian diplomat Lakhdar Brahimi to lead the panel.

**Algeria suspends purchase of 28 Russian fighter planes on technical grounds** (06.02.08 El Watan [Al])

Might the Algerian skies be closed to Russia's famous *MIG-29 UB's*? Quite probably, in the view of the *Ria Novosti* [news] agency, quoting sources close to the Kremlin. The Algerian authorities did not particularly like the first fighter planes delivered by the Russian builder on account of the fact that "their technical quality" left too much to be desired. That was what was revealed by a deep throat in the government of Vladimir Putin to the newspaper *Vedomosti*, the agency said. Worse yet, the matter reportedly assumed proportions such that in

August 2007 President Abdelaziz Bouteflika apprised his Russian counterpart, protesting what it would be appropriate to call an inaccurate description of the goods. And as his response Vladimir Putin had merely suggested to Bouteflika replacing two *MIG-29 UB*'s that had been supplied in 2006 by the Sokol plant in Nizhi Novgorod but Algeria "has not yet responded," the same source revealed. During this time, the Algerian authorities were reportedly seduced by a Chinese-Pakistani offer of *FC-1*-type fighter planes that are reportedly less costly than the famous *MIG-29*'s as an alternative solution. From the Russian federal agency for technical-military cooperation, China won permission to re-export Russian RD-93 motors for the *FC-1* planes to six countries. And Algeria is reportedly one of those six countries, a source close to the Kremlin suggested. Experts on military issues in Moscow have made no secret of Algeria's being tempted into swapping the *MIG-29* for the *FC-1*. "The problems regarding the *MIG-29*'s are the source of the interest that has been exhibited by Algeria for the *FC-1*," they asserted. But they added that this airplane's combat characteristics were "less efficient by a factor of two" than the *MIG*'s. In addition to Algeria, the Chinese-Pakistani fighter plans is also of interest to Lebanon, Myanmar, Iran, and Sri Lanka, which have made very clear their intention to purchase *FC-1*'s.

#### Chinese *FC-1*'s for Algeria

Russian sources have also revealed that China has expressed its wish to have the right to re-export this motor to those countries as part of a contract that was signed in 2005 with Rosoboronexport (the Russian weapons export agency), to the tune of 238 million dollars, covering the delivery of 100 top RD-93 motors for the *FC-1*'s. Regarding its technical characteristics, the *FC-1* fighter plane is a plane designed by China and Pakistan (and delivered to Pakistan as the *JF-17*) and carrying an RD-93 motor produced by the Klimov company and mass-produced by the builder Chernychev in Moscow, the same sources added. In Moscow there is astonishment at finding Algeria on the list of countries (among them Nigeria, Bangladesh, Saudi Arabia, etc.) to which the re-export has been allowed. "Russia is probably certain that, despite the problems regarding the contract for the delivery of *MIG* fighter planes to Algeria, the lighter *FC-1* plane will not compete with the Russian planes," Maxim Piadouchkine, the editor of the aerospace magazine *Russia/CIS Observer*, who was quoted by the Novosti agency, pointed out. Although it was not expressly emphasized, the Russians' anger is evident in the sense that a whole order of 28 *MIG-29*'s now finds itself on hold because of problems of technical damages. More precisely, it would seem as though the Russian builder is reportedly experiencing a serious financial crisis to the point that it can no longer honour its contracts. Now Algeria, which had to spend the stupendous sum of about 8 billion dollars as part of the weapons mega-contract that was signed in February 2006 in the wake of Vladimir Putin's official visit to Algiers, no longer wants to wait for the Russian giant to emerge from its coma to refresh its air fleet. It must be noted that Algeria, which sits in third position of Russia's partner-clients, was supposed to receive a fleet of 28 *MIG-29 SMT*'s and 6 *MIG-29 UB*'s. Yet, for all that, has the contract been cancelled? This is hard to imagine,! given historical and geopolitical factors that mean that Algeria is traditionally linked to Moscow such that the country could not afford the "luxury" of a diplomatic crisis with its former ally. In addition it is technically costly to switch from one weapons supplier to another, with all that that implies in terms of additional costs in terms of training on the new equipment. Which is another way of saying that this derives from another defence strategy. Unless Algeria has decided to detach itself in homeopathic doses from the Russian grip, which would involve diversifying its partners and thus varying its range of weapons. In any event, military relations between Algiers and Moscow are experiencing a period of turbulence. That is what might explain this low-altitude flight by the *MIG* to Algiers.

(NB, the original version of the article, in French was posted in the MINURSO Press Review of 06.02.08 [Afternoon])

**Lakhdar Brahimi to head independent panel on UN staff security (07.02.08 APS [A1])**

An independent panel on the safety and security of the UN staff worldwide was set up, headed by Algerian diplomat and former Foreign Minister Lakhdar Brahimi, announced Tuesday spokesperson of UN's Secretary General Ban Ki-moon who decided to create the independent review on the organization's personal and premises around the world, as said in the statement made Tuesday at UN HQ in New York, so as to "evaluate strategic issues vital to the delivery and enhancement of the security of UN personal and premises and the changing threats and risks faced to it."

## INTERNATIONAL AND OTHER NEWS

### **Al-Qaeda attacks expose Algeria to new realities** (06.02.08 Financial Times [UK])

To its residents, Hydra was a little Switzerland, a leafy, upscale neighbourhood of embassies and plush residences housing diplomats, western oil workers and Algerian military officers. Such points were not lost on al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM), the militant group that launched a suicide attack against UN offices in Hydra, killing dozens of people, including 17 UN staff. In a statement after the December 11 attack, AQIM boasted that it had infiltrated the "infidels' hideout" in the "Green Zone" - a reference to the US's heavily fortified zone in Baghdad. The message to Algerians and westerners was clear and chilling: the militants who adopted the al-Qaeda brand just over a year ago could strike at the heart of one of Algiers' securest districts. The group promising to spread jihad throughout North Africa had taken their campaign to a new level. "When a group takes on al-Qaeda's name there's a certain responsibility to act, and pressure comes to act good on it," says a US defence department official. "The attacks on the UN follow that pattern." The official says there has been more direct communication between AQIM and the al-Qaeda leadership, who have been putting pressure on the group to act. The Algerian militants, meanwhile, have morphed into a semi-autonomous franchise of the broader network imitating the tactics of insurgents operating in Iraq. In the months leading up to the December attack, the government had been claiming a series of successes against the militants. Yet Rabah Bechla, a 63-year-old grandfather, drove a truck packed with several hundred kilograms of explosives down the narrow street to the UN offices where it detonated. At about the same time, a similar attack struck the constitutional court. As a result questions are being raised about the effectiveness of the security forces in tackling the threat and adapting their tactics to counter the Islamists' new methods. Both western officials and Algerian journalists say future attacks seem inevitable. Britain warned last month against all but essential travel to Algiers, while the US has advised its citizens to avoid non-essential movement in the city and places frequented by westerners. The advisories are damaging blows to Algeria's efforts to attract investment and the authorities' attempts to reassure people they can contain the threat. Amid rumours that oil companies would be targeted, one international operator decided last month that its workers in the capital should temporarily work from their residences, while Renault has repatriated some employees' dependants. Other French companies are thought to be following suit. "The state lost its credibility," says Hamida Ayachi, an expert on Algerian Islamist movements. He added that AQIM had adapted to the "new situation", but "the Algerian security forces still used their traditional means to fight." Rather than being weakened, western officials say, the group has increased its ranks, recruiting on the back of its successes, while tapping into anti-western sentiment generated by the Iraq war. During the 1990s civil war, which saw more than 150,000 people die, suicide attacks were unheard of but since April there have been 11 such attacks in Algeria. The militants' arsenal has included roadside bombs and co-ordinated vehicle-borne suicide attacks. In September, a man wearing a suicide vest killed 20 people in an apparent attempt to assassinate Abdulaziz Bouteflika, the president. The fear is the UN attack will further boost the group's ability to lure new members and raise finance. Yet just a year ago when AQIM emerged after the movement Salafist Group for Call and Combat, known by its French acronym GSPC, rebranded and affiliated itself to al-Qaeda, few were sure

what the transition would mean in practice. Formed in 1998 as a splinter faction of another Islamist movement fighting state forces in Algeria's civil conflict, GSPC stuck to a domestic agenda and was deemed to be in its last throes owing to amnesties and the success of state military operations. When the rebranding occurred, many saw it as an attempt by the weakened movement to reach out and reinvent itself by associating with the global jihad. Algerians, hoping their country was moving ahead on the path to stability, were generally dismissive of suggestions of any new phenomenon. Yet the first hint of what was to come appeared last April when three simultaneous suicide attacks, including a bold assault on the prime minister's office, killed 33 people. Still, with the exception of an attack on a vehicle carrying French and Italian expatriate workers in September, the focus of the group seemed to be domestic targets; a coastguard base, a military barracks and police stations. Much of its activity was also confined to the mountainous Kabylie region in the east. Western officials were concerned about what the next target might be after the April attacks, but struggled for information from a state apparatus notorious for its opaqueness. After the April bombs, the UN had called for increased security outside its offices, but the Algerians did not respond. A diplomat says Algerian authorities also found evidence that the group had been conducting surveillance of the UN offices prior to the attack when they killed a cell leader, but they failed to pass the information on. Mr Ayachi says security sources informed him that about 30 people, mostly Algerians, had returned from Iraq in the past year to add their battle experience to AQIM. The US Department of Defense official agrees that such movement is a concern, but says so far there is only anecdotal evidence to support the fears.

**Media summaries are produced for the internal use of MINURSO, UNHQ, and UN Agencies.**

**They are shared on the basis that the choice of articles translated is exclusive, and the contents do not represent anything other than a selected summary of articles likely to be of interest to a UN readership.**

**NB Articles with    mention MINURSO and/or UN agencies**